

Les salariés et les paradoxes du dialogue social

**AU CLASSEMENT
DE LA CONFIANCE,
LES SYNDICATS
ARRIVENT
EN DIXIÈME PLACE.
DANS LE TRIO
DE TÊTE : LES PME,
LES COLLÈGUES
DE TRAVAIL ET... LA
SÉCURITÉ SOCIALE**

ANALYSE

Dans la deuxième édition du baromètre du dialogue social, réalisé par l'Ipsos pour le Cevipof, à l'intention du master dialogue social de Sciences Po et de l'association Dialogues, qui réunit des directeurs de ressources humaines et des syndicalistes, aucune question n'a été posée directement sur la crise des « gilets jaunes ». Mais, en commentant les résultats, lundi 24 juin, Martial Foucault, le directeur du Cevipof, n'a pas caché qu'elle était omniprésente dans l'esprit des 1523 salariés du privé et du public hors fonctionnaires – 596 cadres et 927 non-cadres, 623 employés dans des PME et 231 syndiqués – interrogés par Internet du 19 au 21 juin. C'est à elle que 67 % des sondés font allusion quand ils disent que des « événements concernant le climat social ont été particulièrement marquants », soit une hausse de 14 points par rapport au baromètre de juin 2018.

Cette crise inédite a aussi eu des effets sur l'état d'esprit des salariés : 37 % évoquent leur « lassitude » (+ 4 points en un an), 32 % leur « inquiétude » (+ 3). Alors que la confiance, avec 31 %, est en baisse de deux points et l'espoir (20 %) de trois, 10 % font même état de leur « dépression » (+ 2). Sur la vision du dialogue social, l'enquête fait apparaître un certain nombre de paradoxes, voire de contradictions. Ainsi pour 76 % des sondés, « le dialogue social existe », soit une hausse de 6 points, mais pour 52 % (+ 3), « il

n'est pas efficace ». En même temps, le pourcentage de ceux qui jugent qu'« il ne fonctionne pas bien » est élevé (72 %), mais il marque un recul de neuf points en un an...

Contrairement à 2018, les salariés ne sont pas directement interrogés sur la réforme du code du travail d'Emmanuel Macron, mais ils sont autant qu'il y a un an (57 %) à voir dans la flexibilité une « menace » pour leur protection sociale. Ils ne sont plus que 55 % (- 6) à estimer qu'il faut faire de la compétitivité de l'économie « une priorité », mais, en même temps, le pourcentage de ceux qui privilégient « l'amélioration de la situation des salariés », s'il reste haut (73 %), est en baisse de sept points.

Est-ce, là encore, un effet de la crise des « gilets jaunes » ? L'image des syndicats est (un peu) moins mauvaise, quitte à mettre à jour quelques paradoxes. Au classement de la confiance, ils arrivent en dixième place, dans un hit-parade inchangé qui place dans le trio de tête les PME, les collègues de travail et... la Sécurité sociale, la direction d'entreprise étant loin derrière (54 %, + 1). Mais si 62 % des salariés ne leur font toujours pas confiance, c'est trois points de moins qu'en 2018. Un certain nombre d'appréciations négatives sont en baisse : pour 25 % des sondés, les syndicats sont « trop éloignés des réalités économiques » (- 3) et pour 16 % (- 2) d'entre eux, ils « ne comprennent pas les préoccupations des salariés ». Mais, en même temps, pour 27 % (+ 9), ils n'ont pas « gain de cause lorsqu'ils se mobilisent ». A la diffé-

rence des « gilets jaunes » ? Les sondés sont plus nombreux qu'en 2018 à souhaiter des organisations plus combattives (26 %, + 2) et, surtout, ils sont 31 % à envisager de recourir à la grève, une hausse de 11 points, et 57 % (- 1), de participer à une manifestation.

Des syndicats « trop politisés »

Indicateur invariable, la première raison donnée par les salariés pour expliquer la faible syndicalisation (11,2 % en 2013) est que les « syndicats sont trop politisés ». Partagée par 47 % d'entre eux, cette opinion est en recul (- 6). Mais elle reste bien ancrée, alors que les syndicats naguère les plus politisés, de par leurs liens avec le Parti communiste pour la CGT et, dans une moindre mesure, avec le Parti socialiste pour la CFDT, ont pris leurs distances depuis plus de vingt ans pour la première, quarante pour la seconde.

Un sondage réalisé par Harris Interactive pour AEF info vient de confirmer la proximité politique des sympathisants syndicaux à l'occasion des élections européennes : la liste La République en marche (LRM) et MoDem est arrivée en tête avec 21 %, devant le Rassemblement national (RN), à 16 %, et Europe Ecologie-Les Verts (EELV), à 13 %. Chez les proches de la CFDT, LRM a obtenu 39 % devant EELV (15 %) et le PS (13 %). Les « marcheurs » sont aussi en tête à la CFE-CGC (34 %) et à la CFTEC (25 %). A la CGT, 23 % des sympathisants ont choisi La France insoumise, mais 20 % ont mis un bulletin pour le RN, ce pourcentage grimpe à 31 % chez les

proches de Force ouvrière. Pour autant, aucun syndicat ne peut – et surtout ne veut – entrer dans une alliance progressiste avec des partis politiques pour sauver la gauche ou « gauchiser » la sphère macroniste.

La révolution numérique ou la digitalisation de la société vont changer la donne pour l'action syndicale comme pour le dialogue social. L'enquête du Cevipof explore de nouvelles pistes. Très méfiants vis-à-vis des réseaux sociaux – auxquels 81 % ne font pas confiance –, les salariés sont ambivalents sur l'effet que les nouveaux outils digitaux peuvent avoir sur le dialogue social : pour 67 %, « il y a un risque de perdre le contact humain avec les délégués syndicaux ou du personnel » ; au contraire, ils sont 62 % à penser que cela peut rendre le « dialogue social plus vivant », « on a davantage envie de participer aux discussions ». Alors que, pour 52 % des sondés, « le dialogue social est une chose trop compliquée » et « il faut être un spécialiste pour le comprendre », l'échantillon se coupe en deux quant au pronostic sur l'impact à moyen terme d'un recours accru à la digitalisation. Pour 49 %, cela devrait permettre d'améliorer la qualité du dialogue social dans l'entreprise, mais 51 % pensent le contraire.

Si le syndicalisme va devoir se réinventer, il est de plus en plus confronté à un défi simple à énoncer mais difficile à démontrer : prouver son utilité en apportant des résultats à ceux qu'il prétend défendre. ■

MICHEL NOBLECOURT (ÉDITORIALISTE)